

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES



Direction de la commande publique et de l'achat  
15 rue de l'Hôtel Dieu  
86073 POITIERS CEDEX 9  
Tél: 05 49 36 64 54

Instrumentation pour la mesure d'écoulement  
Marché 2026A002

Date et heure limites de réception des offres

**Le 08 juin 2026 à 12H00**

**Règlement de la Consultation**

Le Maître d'Ouvrage	Madame la Présidente de l'université de Poitiers Université de Poitiers - Direction de la Logistique et du Patrimoine Immobilier 1 allée Jean Monnet – Bâtiment C1 - TSA 11 111 - 86073 POITIERS Cedex 9
Affaire suivie par	Mme Affoué YAO - Assistance générale à caractère administratif ☎ : 05 49 36 64 54      ✉ : <a href="mailto:marches@univ-poitiers.fr">marches@univ-poitiers.fr</a> Mme Céline PENOT - Assistance générale à caractère technique ☎ : 05 49 36 22 58      ✉ : <a href="mailto:celine.penot@univ-poitiers.fr">celine.penot@univ-poitiers.fr</a>

**INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :** l'Université de Poitiers fait appel à la plateforme de dématérialisation [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) pour mettre en ligne ses dossiers de consultation et diffuser aux candidats toute information complémentaire en cours de consultation (le candidat doit veiller à s'inscrire PERSONNELLEMENT sur la plateforme afin d'être destinataire de ces informations)

## Article premier : Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne : **l'instrumentation pour la mesure d'écoulement**

**Lieu(x) d'exécution** : Université de Poitiers

Institut Pprime

Site SP2MI – Bâtiment H2

11 boulevard Marie et Pierre Curie

86962 Futuroscope Chasseneuil

### 1.2 - Etendue de la consultation

Marché passé en procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1-1° du Code de la commande publique.

### 1.3 - Allotissement

Lot n°1 : Métrologie de terrain en surface libre (Fourniture d'un drone aquatique)

Lot n°2 : Métrologie de terrain en surface libre (Fourniture d'un écho sondeur)

### 1.4 - Conditions de participation des concurrents

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

### 1.5 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification CPV
Lot 1 : 34999420 maquettes de bateaux
Lot 2 : 38113000 sonars

## Article 2 : Conditions de la consultation

### 2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

Le délai maximal de livraison fixé à 3 mois à compter de la notification. La durée du marché court de sa notification à la fin des garanties liées à l'objet du marché.

## 2.2 - Variantes et Prestations supplémentaires éventuelles

### 2.2.1 - Variantes

Les variantes à l'initiative des candidats sont autorisées. Tout soumissionnaire qui remettra une offre proposant une variante, est tenu de présenter une offre conforme à la solution de base. Il présentera toutes ses offres (solution de base + variante) en établissant un seul acte d'engagement précisant sur celui-ci, les informations de la solution de base + chacune des variantes proposées. Chaque variante sera accompagnée des justifications de la plus/moins-value par rapport à l'offre de base.

### 2.2.2 - Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)

Sans objet

### 2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.4 - Mode de règlement du marché

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### 2.5 - Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par les L2113-12 à L2113-14 du code de la commande publique.

## **Article 3 : Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Règlement de consultation ;
- Descriptif du besoin / cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Acte d'engagement (AE) ;
- Formulaire DC1 – Lettre de candidature ;
- Formulaire DC2 – déclaration du candidat.

Le dossier de consultation des entreprises est à retirer gratuitement par chaque candidat, à l'adresse électronique suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2990253&orgAcronyme=f2h>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

#### Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

##### Pièces de la Candidature

- DUME ou DC1 Lettre de candidature - DC2 Déclaration du candidat.

##### ***Soit candidature DUME (Document Unique de Marché Européen)***

En application de l'article R2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme du DUME en lieu et place des formulaires DC1, DC2 et le cas échéant DC4.

Le candidat peut compléter le DUME Acheteur proposé par l'université sur la plateforme PLACE ou fournir son DUME en pièce libre. *Sa version disponible sur les profils d'acheteur permet de répondre aux exigences du principe du « Dites-le-nous-une-fois ».*

##### ***Soit candidature hors DUME***

Les candidats utiliseront les formulaires DC1 et DC2 pour présenter leur candidature. Ces formulaires sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics/formulaires>

En cas de groupement d'entreprises, le formulaire DC1 sera signé par chaque membre du groupement, ou par le mandataire dûment habilité qui devra joindre les habilitations nécessaires.

- Pour apprécier les capacités économiques, techniques et professionnelles :

##### Capacités économiques et financières du candidat

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

##### Capacités techniques et professionnelles :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des principaux services / fournitures effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de candidature en groupement, les documents prévus seront produits par chacun des membres du groupement (à l'exception du DC1, commun au groupement) ; les documents relatifs à la capacité économique et financière et à la capacité technique donneront lieu à une appréciation globale de la capacité du groupement.

Pour les entreprises et sociétés nouvellement créées, les candidats pourront fournir, comme « preuve par

équivalence », tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (humains, techniques, financiers) pour assurer les prestations. L'acheteur public appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

### Pièces de l'offre

détaillée sous forme :

- 1- Offre de prix
- 2- mémoire technique
- 3- acte d'engagement complété selon modèle joint
- 4- un RIB

### Transmission électronique du dossier de candidature et de l'offre

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante :

[Phase d'accès public](#)

[https://www.marches-](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2995083&orgAcronyme=f2h)

[publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2995083&orgAcronyme=f2h](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2995083&orgAcronyme=f2h)

Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

## Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- Garanties et capacités techniques et financières
- Capacités professionnelles

Les critères relatifs à l'évaluation des offres sont les suivants :

**Lot n°1 : Métrologie de terrain en surface libre (Fourniture d'un drone aquatique) :**

**Critère 1 - Valeur technique : 50%**

- 1.1 - Plage de fonctionnement des appareils : 35 points
- 1.2 - Nature et variétés des références : 10 points
- 1.3 - Qualité des manuels et documentation : 5 points

**Critère 2 - Prix : 40%**

**Critère 3 – Qualité du SAV, de la Garantie et de l'offre de formation : 10%**

- 3.1 – Qualité de l'offre du SAV et de la garantie : 5 points
- 3.2 – Qualité de l'offre de formation : 5 points

**Lot n°2 : Métrologie de terrain en surface libre (Fourniture d'un écho sondeur) :**

**Critère 1 - Valeur technique : 50%**

- 1.1 - Plage de fonctionnement des appareils : 35 points
- 1.2 - Nature et variétés des références : 10 points
- 1.3 - Qualité des manuels et documentation : 5 points

**Critère 2 - Prix : 40%**

**Critère 3 – Qualité du SAV, de la Garantie et de l'offre de formation : 10%**

- 3.1 – Qualité de l'offre du SAV et de la garantie : 5 points
- 3.2 – Qualité de l'offre de formation : 5 points

### Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les candidats ayant remis une offre.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations de l'article R2144-1 du code de la commande publique.

## Article 6 : Renseignements complémentaires

### 6.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2990253&orgAcronyme=f2h>

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

### 6.2 - Voies et délais de recours

Services auprès desquels des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

- ✓ Tribunal Administratif de Poitiers hôtel Gilbert 15 rue Blossac - B.P. 541, 86020 Poitiers Cedex, tél. : 05 49 60 79 19, courriel : [greffe.ta-poitiers@juradm.fr](mailto:greffe.ta-poitiers@juradm.fr)
- ✓ Université de Poitiers Services, SCP. 15 rue de l'Hôtel Dieu, F-86034 Poitiers Cédex, Tél : 05.49.45.3.065 courriel : [marchés@univ-poitiers.fr](mailto:marchés@univ-poitiers.fr)

Instance chargée des procédures de recours :

- ✓ Tribunal Administratif de Poitiers hôtel Gilbert 15 rue Blossac - B.P. 541, 86020 Poitiers Cedex, tél. : 05 49 60 79 19, courriel : [greffe.ta-poitiers@juradm.fr](mailto:greffe.ta-poitiers@juradm.fr)

Organe chargé des procédures de médiation :

- ✓ Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Litiges, Direccte Nouvelle-Aquitaine, Pôle C - 118 cours du Maréchal Juin - TSA 10001 - 33075 Bordeaux cedex – 05 56 69 27 45 - [na.polec@direccte.gouv.fr](mailto:na.polec@direccte.gouv.fr)